

Bulletin Trimestriel
Conjoncture économique, monétaire et financière
Îles de Wallis et Futuna

N° 131
3ème trimestre 2007

SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1. L'Analyse de la conjoncture	4
1.1 L'enquête de conjoncture	4
1.1.1 Note méthodologique.....	4
1.1.2 Analyse de la conjoncture au 30 juin 2007	5
1.2 La demande des menages	10
1.2.1 La consommation des ménages	10
1.2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	12
1.3 Les principaux indicateurs économiques.....	13
1.3.1 L'emploi	13
1.3.2 Les salaires.....	14
1.3.3 Les prix	14
1.3.4 Le commerce extérieur	15
1.3.5 Suivi des recettes fiscales.....	17
1.3.6 L'énergie.....	18
1.3.7 Les échanges	21
1.3.8 Les télécommunications	22
1.3.9 Evolution des cours de change.....	23
2. L'évolution monétaire et financière	24
2.1 Les actifs financiers.....	25
2.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)	25
2.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....	27
2.1.3 Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)	28
2.1.4 Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE)	29
2.2 Les passifs financiers.....	31
2.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV).....	31
2.2.2 Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	33
2.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V).....	34
2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....	36
2.3.1 La masse monétaire (tableau VI)	36
2.3.2 Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	37
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	38
2.5 Rappel des taux	39
2.5.1 Le taux d'intérêt légal.....	39
2.5.2 Les taux d'intervention de l'IEOM au 30 juin 2007	39
2.5.3 Les taux du marché	39
2.5.4 Les taux d'usure.....	40
3. Les Missions de l'IEOM	41
3.1 L'émission des signes monétaires	41
3.2 Les opérations de compensation interbancaire	42

SYNTHESE**La conjoncture de Wallis et Futuna au second trimestre 2007**

L'activité sur les îles Wallis et Futuna observée ce trimestre n'a pas connu d'amélioration par rapport à celle du premier trimestre. L'enquête trimestrielle de conjoncture, réalisée sur un échantillon restreint d'entreprises, conclut à une dégradation de l'activité économique pour ce second trimestre 2007 et n'anticipe pas d'amélioration pour la période à venir. En raison de l'alourdissement des charges et des investissements en équipements orientés à la hausse, la trésorerie des entreprises reste fragilisée. Afin de faire face aux difficultés de trésorerie, certains chefs d'entreprises prévoient de réduire leurs effectifs au prochain trimestre. Cette détérioration se manifeste également en terme de cessations d'activités, notamment pour le secteur du BTP qui comptabilise depuis le début de l'année 2007, 16 fermetures contre 5 créations.

La consommation des ménages perd son dynamisme du premier trimestre 2007...

La consommation des agents économiques sur le second trimestre 2007 s'avère moins vigoureuse qu'au cours du premier trimestre 2007, en témoigne les droits de douane et les taxes d'entrée qui progressent de + 4,4 % ce trimestre contre + 10 % au trimestre précédent. L'encours des crédits à la consommation se stabilise ce trimestre par rapport au premier trimestre 2007, affichant 873,3 milliards de F CFP à la fin du mois de juin 2007. Le montant des recettes de taxes intérieures de consommation perçues par le Territoire à la fin du mois de juin 2007, marque une certaine stabilité (+ 0,2 %) atteignant 201,3 millions de F CFP, en cumul annuel, par rapport au mois de juin 2006.

Les prix ont augmenté de + 1,4 % au second trimestre 2007 par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la variation du prix des services, en hausse de + 2,91 %. Les prix des produits alimentaires et manufacturés ayant progressé quant à eux respectivement de + 0,7 % et de + 1,7 % sur le trimestre.

Les importations ont atteint 1.177,1 millions de F CFP au 30 juin 2007, en baisse de - 8,3 % par rapport au trimestre précédent. Les recettes fiscales s'établissent fin juin 2007 à 832,8 millions de F CFP. En ligne avec le budget primitif, elles atteignent 52,5 % de l'objectif fixé pour 2007.

...malgré une santé financière des ménages wallisiens et futuniens qui ne s'est pas dégradée...

Au 30 juin 2007, le nombre de personnes physiques frappées d'interdiction bancaire s'élève 361, en retrait de - 2 % par rapport à la fin du mois de mars 2007.

...et des dépôts qui se renforcent.

Les dépôts collectés localement auprès des agents économiques du Territoire augmentent de + 9,6 % en rythme annuel (et de 10,8 % par rapport au trimestre précédent), avec un développement de la part détenue par les sociétés non financières au détriment des particuliers. De plus, on notera que sur le second trimestre 2007, l'encours des crédits des établissements de crédit locaux pour les particuliers marque une certaine stabilité par rapport au trimestre précédent, et ceci malgré une augmentation globale de ces crédits de + 7,2 % sur le trimestre, et de + 7,8 % depuis le début de l'année 2007, provoquée par les sociétés non financières.

1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

















L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le vingt-et-unième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête, accomplie sur le mois de d'août 2007, a porté sur le second trimestre 2007 et sur les perspectives pour le troisième trimestre 2007. Elle a été effectuée auprès de chefs d'entreprises des principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. L'échantillon visé totalise 47 entreprises. Toutefois, et malgré une demande d'appui récurrente de la Chambre Interprofessionnelle du Territoire, le taux de retour des enquêtes est resté modeste. Il ne permet toujours pas d'établir une décomposition des résultats par secteur et fait donc l'objet d'une analyse globale. A noter que l'ensemble des entreprises interrogées représente plus de 28 % du total des salariés du secteur privé.

Un ensemble de graphiques a été introduit depuis le BT n°129, récapitulant l'évolution des soldes d'opinions depuis plusieurs années. Outre le support d'analyse économique au niveau local, l'objectif est également d'apporter aux chefs d'entreprises un outil d'aide à la décision.

1.1.1 NOTE METHODOLOGIQUE

Les dirigeants sont interrogés sur l'évolution des caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3, selon que la situation s'est dégradée, est restée stable ou s'est améliorée). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisées sur les questions ouvertes.

EXEMPLE							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
 Amélioration	 Hausse	 Allègement	 Allègement	 Plus courts	 Accroissement	 Hausse	 Embauches
 Dégradation	 Baisse	 Alourdissement	 Alourdissement	 Plus longs	 Dégradation	 Baisse	 Licenciements

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

1.1.2 ANALYSE DE LA CONJONCTURE AU 30 JUIN 2007

La conjoncture au second trimestre 2007 par rapport au trimestre précédent :

D'après l'enquête trimestrielle de conjoncture, la dégradation de l'activité des entreprises sur Wallis et Futuna persiste ce trimestre. Bien que les dirigeants soient parvenus d'après les soldes d'opinion, à stabiliser leur trésorerie, cette dernière resterait encore fragile. De plus, selon les entrepreneurs interrogés, les prix de vente se seraient maintenus ce trimestre et certains entrepreneurs ont envisagé d'investir.

EVOLUTIONS							
Par rapport au trimestre précédent							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↘	→	→	↘	→	→	↗	→

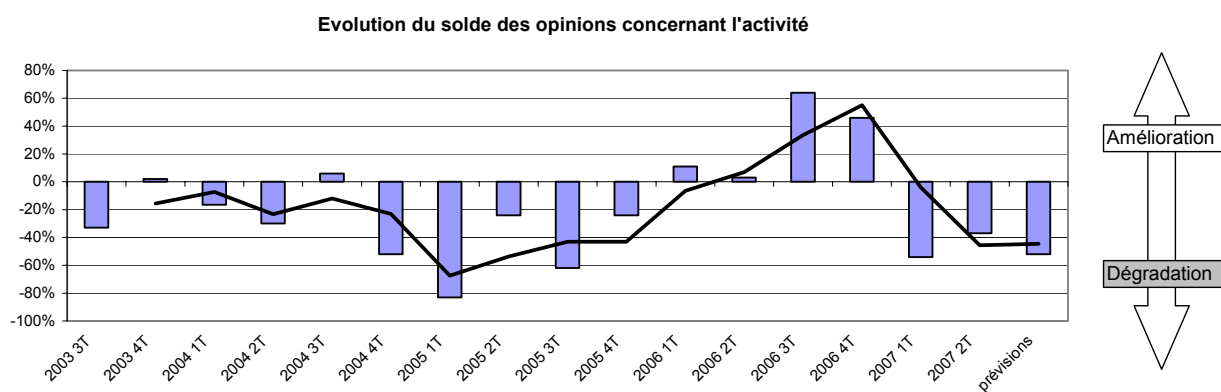
Anticipations des chefs d'entreprises pour le troisième trimestre 2007 :

Face à l'atonie de l'activité prévue par les chefs d'entreprises pour le prochain trimestre et compte tenu de l'impossibilité d'accroître leur chiffre d'affaires, ils se trouvent contraint de réduire leurs effectifs.

Il n'est pas prévu de nouveaux investissements au cours du prochain trimestre.

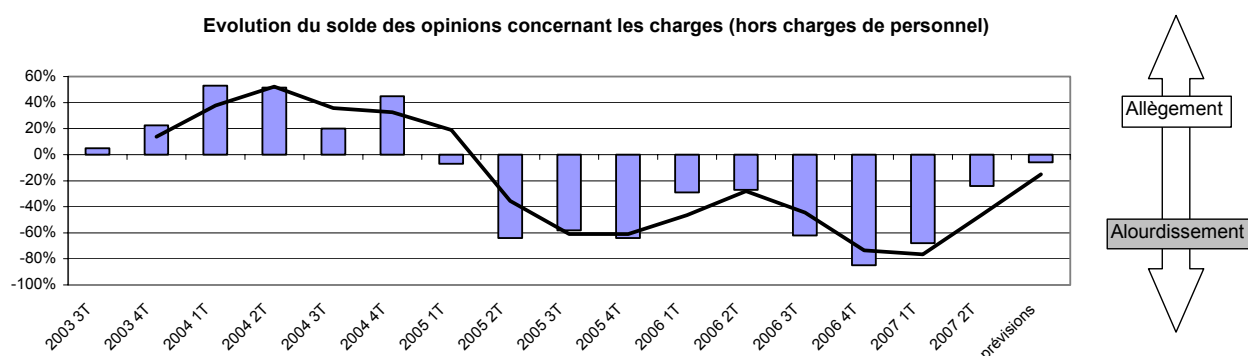
PREVISIONS							
Pour le troisième trimestre							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↘	→	→	→	→	→	→	↘

Evolution des soldes d'opinion



Source IEOM - enquête de conjoncture.

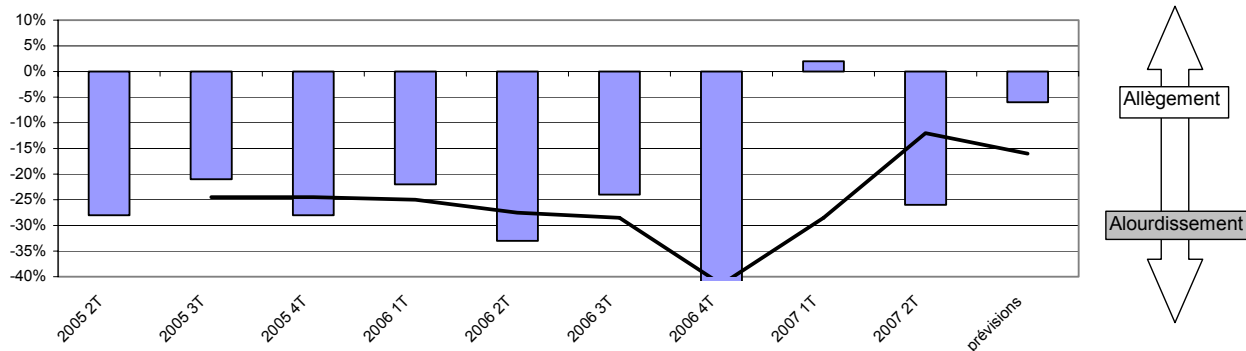
Le solde d'opinion concernant l'activité reste toujours défavorable, manifestant un certain pessimisme qui semble se renforcer pour le trimestre à venir.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les chefs d'entreprise interrogés affirment toujours subir, en ce début d'année, un alourdissement de leurs charges, malgré une situation qui a tendance à s'améliorer.

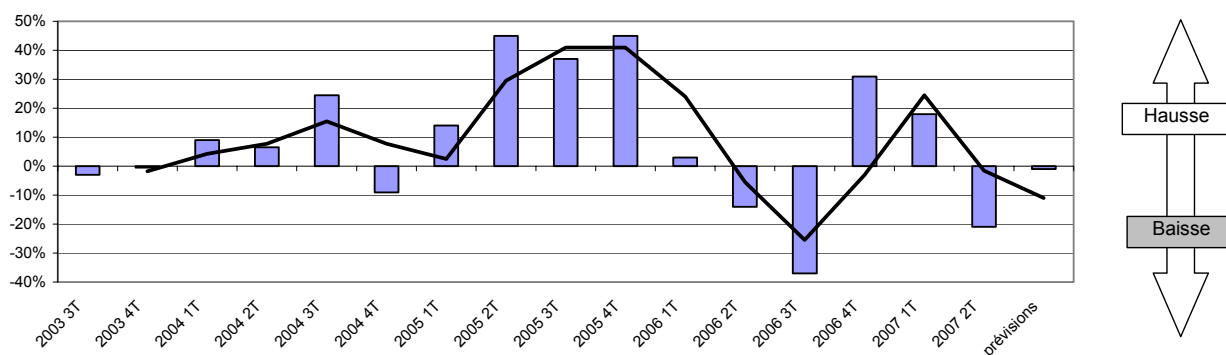
Evolution du solde des opinions concernant les charges de personnel



Source IEOM - enquête de conjoncture.

L'opinion des dirigeants quant à l'évolution pessimiste des charges de personnel demeure ce trimestre.

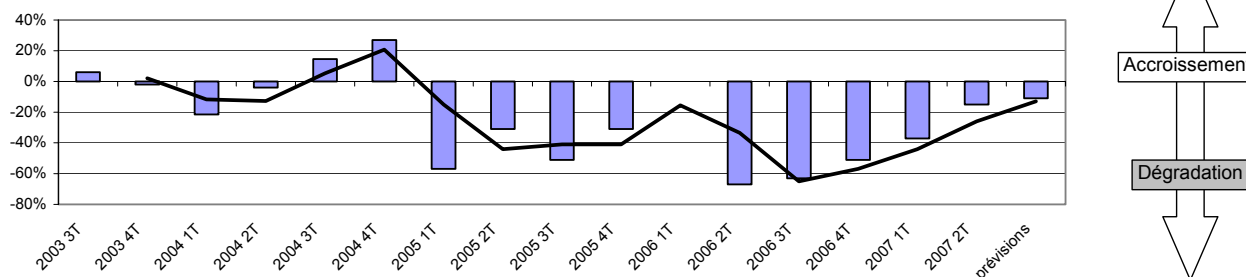
Evolution du solde des opinions concernant le prix de vente



Source IEOM - enquête de conjoncture.

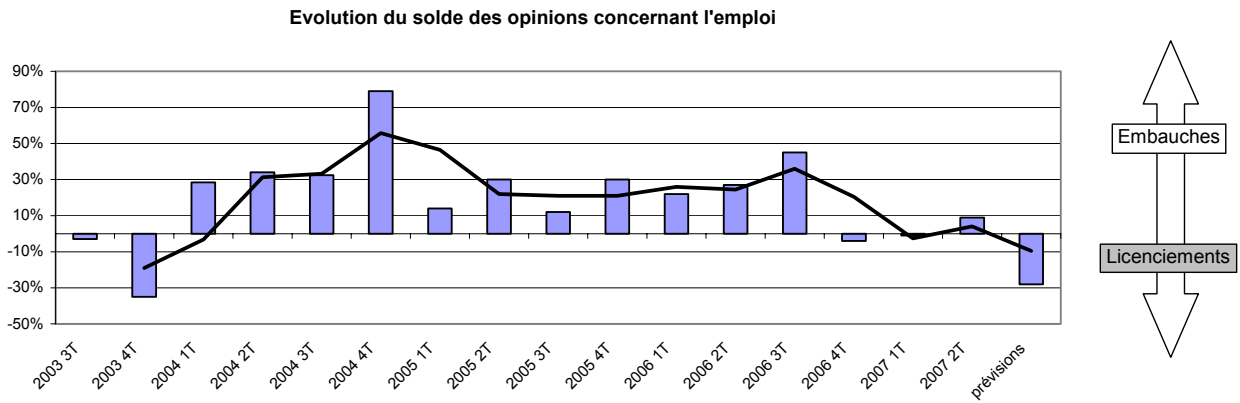
L'amélioration du chiffre d'affaires des entreprises compte tenu d'une perspective à la baisse des prix de vente ne devrait pas intervenir au cours du troisième trimestre...

Evolution du solde des opinions concernant la trésorerie



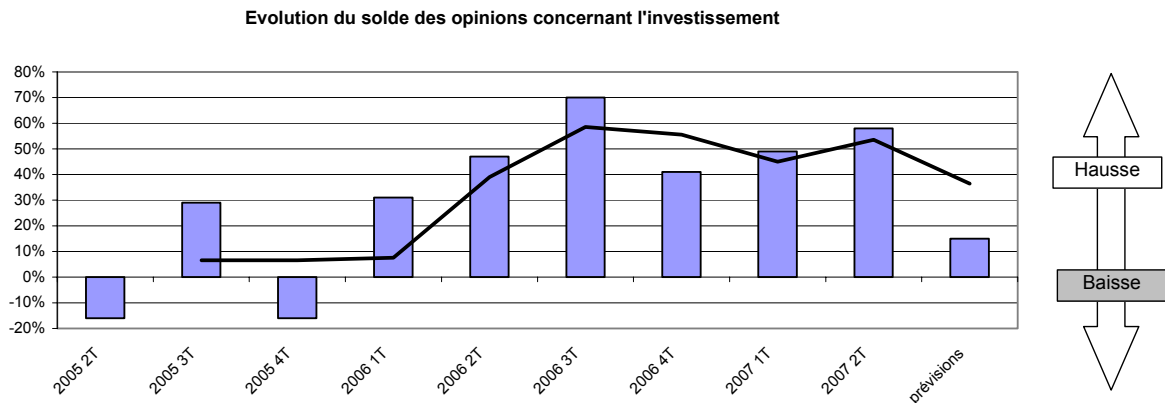
Source IEOM - enquête de conjoncture.

...malgré les difficultés de trésorerie connues ces derniers trimestres.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Le niveau d'emploi se caractérise par une relative stabilité au premier et au second trimestre 2007. Néanmoins certains chefs d'entreprises prévoient de licencier suite à l'alourdissement des charges de personnel et aux difficultés rencontrées dans la gestion de leur trésorerie.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Malgré une activité déclarée à la baisse, les dirigeants ont investi ce trimestre mais n'envisagent pas de poursuivre cet effort de manière aussi intensive au cours du prochain trimestre.

Points particuliers soulignés par les entreprises :

Parmi les commentaires formulés par les entreprises, nous mettons en exergue les points suivants :

- ✓ Des entreprises entièrement dépendantes des importations, notamment des matières premières nécessaires à leur activité, ressentent ce problème récurrent de fret de marchandises et du quasi-monopole dans le commerce de gros et de détail. Les sociétés concernées voient en hausse l'incertitude au sujet de leur activité économique.
- ✓ Le poids des charges d'exploitation pèserait sur la trésorerie et par conséquent sur le développement de leur activité. De ce fait, les chefs d'entreprises prévoient de réduire leurs effectifs.

- ✓ Plusieurs producteurs locaux souhaiteraient la mise en place de mesures, de type politique douanière, visant à encourager la production locale, aujourd'hui fortement concurrencée voire découragée par les importations.
- ✓ La gestion du stock et les délais de paiements des clients préoccupent également les dirigeants. Certains entrepreneurs manifestent leur volonté de réduire voire supprimer les crédits accordés à leurs clients pour favoriser le paiement comptant.
- ✓ Enfin, le souhait récurrent des investisseurs, d'avoir plus de souplesse de la part des établissements de crédit concernant les crédits et l'accès aux différentes aides financières disponibles, est mentionné à nouveau dans cette enquête de conjoncture.

Evolution du nombre d'entreprises

En fin de second trimestre, le solde net des créations d'entreprises s'établit à 9 entreprises, soit une augmentation de + 2,6 % depuis le mois de mars 2007. On constate que pendant la période, 18 structures ont été créées et 9 ont déposé le bilan. Le secteur des services est le plus actif avec 11 créations pour aucune fermeture.

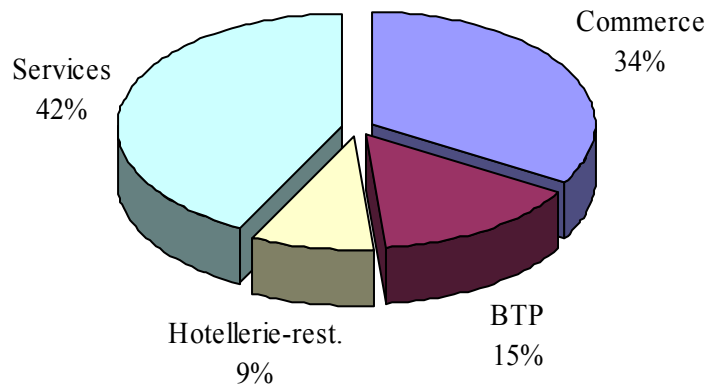
Entreprises de Wallis et Futuna

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 31/12/06	Nombre total d'entreprises au 31/03/07	Fermetures 2nd trimestre 2007	Créations 2nd trimestre 2007	Nombre total d'entreprises au 30/06/07
Commerce	121	120	3	3	120
BTP	65	55	3	2	54
Hotellerie-rest.	32	33	3	2	32
Services	142	141	0	11	152
Total	360	349	9	18	358

Source : Service des contributions diverses

L'évolution du nombre d'entreprises, restée relativement stable depuis le premier trimestre 2005 avec 361 à la fin mars 2005 contre 358 entreprises au 30 juin 2007, masque certaines disparités entre les secteurs. Le secteur des services a bénéficié de nombreuses créations comptabilisant 130 entreprises au premier trimestre 2005 contre 152 entreprises ce trimestre. En revanche, le secteur du BTP a révélé une baisse du nombre d'entreprises ces deux dernières années (54 entreprises à la fin juin 2007 contre 80 début 2005).

Répartition des entreprises par secteur au 30/06/07



Source : Service des contributions diverses

1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

1.2.1 LA CONSOMMATION DES MENAGES

Le produit des taxes intérieures de consommation :

Les taxes intérieures de consommation perçues à la fin du mois de juin 2007, en cumul annuel, atteignent 201,3 millions de F CFP, soit un montant équivalent à la même époque de l'année précédente. Cette relative stabilité masque de fortes disparités. Tandis que la taxe de consommation sur les alcools augmentait de + 9,2 % celle sur les hydrocarbures baissait de - 7,3 %.

Evolution des taxes intérieures de consommation

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 30/06/2006	Cumul au 30/06/2007	Variation cumul / cumul (n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	65,0	70,9	9,18%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	63,0	62,8	-0,32%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	72,9	67,6	-7,29%
TOTAL	200,9	201,3	0,22%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Les crédits à la consommation :

L'encours des crédits à la consommation qui s'élève à 873, 3 milliards de F CFP à la fin du mois de juin 2007, apparaît comme stable sur le trimestre et en baisse de - 2 % par rapport au mois de mars 2006.

La progression de l'encours des prêts personnels non affectés se poursuit au second trimestre 2007 atteignant 608, 5 milliards de F CFP, en progression de + 6,9 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, le montant des prêts affectés accuse une baisse de - 13 % sur le trimestre et de - 40 % en glissement annuel. Les prêts affectés, à l'origine de ce déclin concernent l'encours des crédits pour l'achat de véhicules. A contrario, les crédits accordés visant à financer des appareils ménagers enregistrent une nette augmentation de + 54,5 % sur le trimestre et ont été multipliés par 3,5 sur un an.

Encours des crédits à la consommation

<i>en millions de F CFP</i>	30/06/2006	31/03/2007	30/06/2007	Variation sur trois mois	Variation sur un an
prêts personnels (non affectés)	450 404	569 231	608 466	6,9%	35,1%
véhicules	423 337	264 793	204 209	-22,9%	-51,8%
<i>véhicules neufs</i>	<i>414 502</i>	<i>260 558</i>	<i>201 601</i>	<i>-22,6%</i>	<i>-51,4%</i>
<i>véhicules occasion</i>	<i>8 835</i>	<i>4 235</i>	<i>2 608</i>	<i>-38,4%</i>	<i>-70,5%</i>
appareils ménagers	17 702	39 159	60 514	54,5%	-
divers	105	398	133	-	-
sous total prêts affectés	441 144	304 350	264 856	-13,0%	-40,0%
TOTAL	891 548	873 581	873 322	0,0%	-2,0%

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Au cours du second trimestre 2007, le nombre d'immatriculations de véhicules automobiles neufs a augmenté par rapport au trimestre précédent, passant de 56 à 65 immatriculations. Cette progression s'explique par la vente de 9 véhicules sur Futuna ce trimestre. Les ventes de deux roues ont subi une hausse de + 53,8 % en rythme trimestriel, pour atteindre 20 immatriculations à la fin juin contre 13 fin mars 2007.

En cumul glissant sur 12 mois, les ventes de véhicules automobiles enregistrent une hausse de + 13 % tandis que les ventes de deux roues accusent une baisse de - 23,8 %.

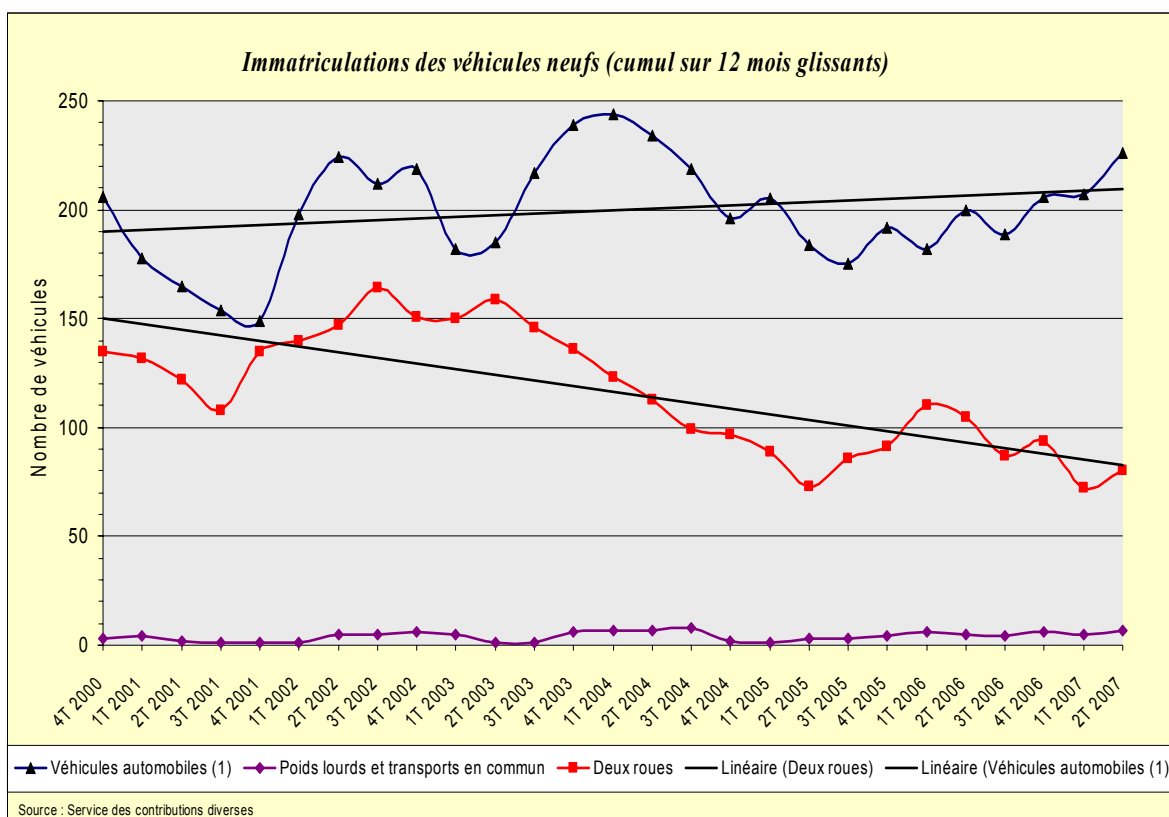
Immatriculations de véhicules neufs

	Cumul sur 12 mois glissants au 30/06/2006	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Cumul sur 12 mois glissants au 30/06/2007	Variation du cumul au 30/06/07 comparé au cumul au 30/06/06	Variation trimestrielle
Véhicules automobiles (1)	200	56	65	226	13,0%	16,1%
<i>Wallis</i>	<i>191</i>	<i>56</i>	<i>56</i>	<i>212</i>	<i>11,0%</i>	-
<i>Futuna</i>	<i>9</i>	<i>0</i>	<i>9</i>	<i>14</i>	<i>55,6%</i>	-
Deux roues	105	13	20	80	-23,8%	53,8%
<i>Wallis</i>	<i>82</i>	<i>8</i>	<i>19</i>	<i>66</i>	<i>-19,5%</i>	-
<i>Futuna</i>	<i>23</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>14</i>	<i>-39,1%</i>	<i>-80,0%</i>

Source : Service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

Depuis l'année 2000, on constate une tendance à la baisse des immatriculations des deux roues, en dépit du redressement observé au cours de ce trimestre. Concernant les véhicules automobiles, l'augmentation du second trimestre 2007 confirme la tendance haussière constatée depuis 2000. Enfin, l'évolution erratique du nombre de poids lourds ne permet pas une interprétation tendancielle.



(1) Sauf poids lourds et transports en commun.

1.2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

Au cours du second trimestre de l'année 2007, le nombre d'interdits bancaires a baissé avec 361 individus dénombrés fin juin 2007, contre 373 il y a un an.

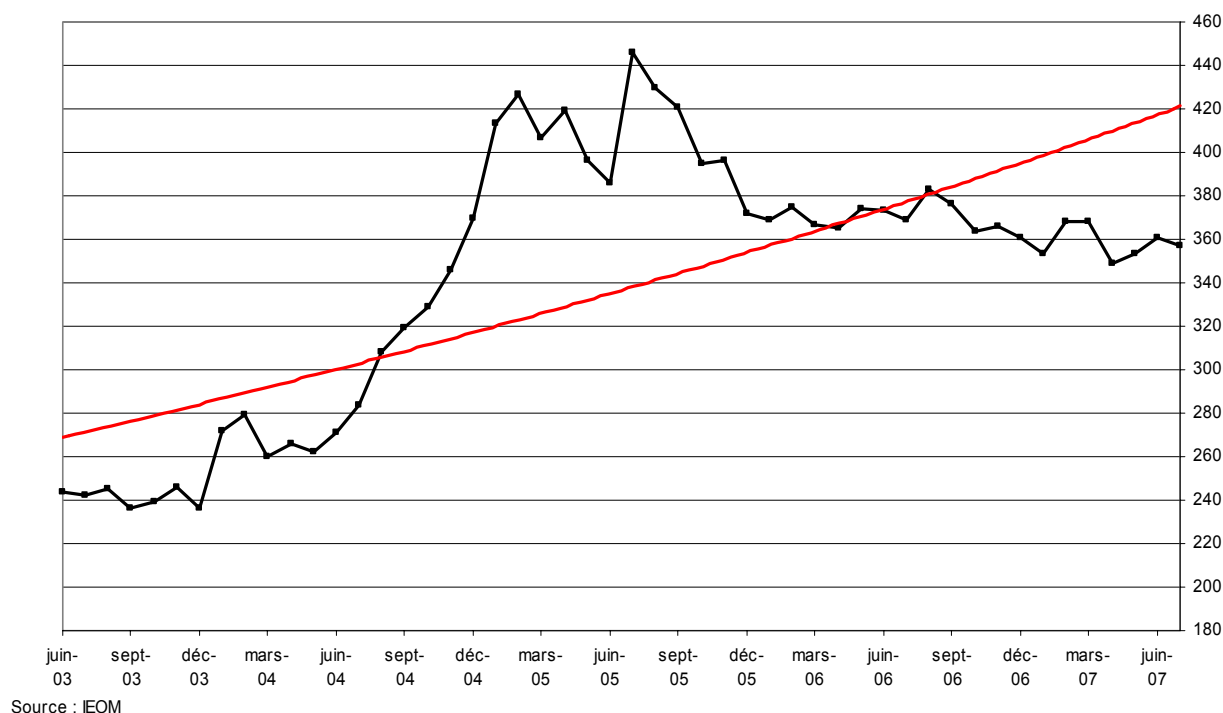
Nombre de personnes en interdits bancaires

Date	Au 30/06/06	Au 31/12/06	Au 31/03/07	Au 30/06/07	Variation m-3	Variation m-6	Variation m-12
Nombre	373	361	368	361	-2%	0%	-3%

source : IEOM

Toutefois, l'analyse en tendance de la vulnérabilité de la trésorerie des ménages sur les quatre années révèle une croissance du nombre d'interdits bancaires, malgré la baisse significative due à l'effet « bingo » interdisant le jeu sur le Territoire fin juin 2005. En effet, le nombre de personnes physiques en interdits bancaires enregistré à la fin du mois de juin 2007 (361 individus) a augmenté de 50 % en quatre ans (244 individus en 2003). En revanche, depuis le début de l'année 2007, le nombre d'interdits bancaires ne présente que de faibles variations.

Evolution du nombre de personnes physiques en interdicts bancaires à Wallis et Futuna depuis juin 2003



1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

1.3.1 L'EMPLOI

Les données provisoires, établies notamment par la CLR sur la base des cotisations versées, permettent de constater que le nombre de salariés du Territoire aurait progressé de + 0,9 % en 2006. On dénombre ainsi 1 836 personnes recensées par la CLR contre 1 820 en 2005. Cette évolution repose sur la légère hausse des emplois du secteur privé (+ 2,4 %) résultant principalement d'un meilleur recouvrement des cotisations auprès des entreprises. Les secteurs du commerce et des services semblent connaître une augmentation de leurs effectifs salariés, tandis que l'industrie, l'artisanat et le BTP emploieraient moins de salariés qu'en 2005. Au total, le secteur privé représente 33 % de l'ensemble des salariés du Territoire.

Les effectifs du secteur public et semi-public sont stables sur l'année 2006 et représentent respectivement 56,8 % et 10,2 % des emplois.

Il convient de souligner l'importance des chantiers de développement, emplois temporaires financés intégralement par les autorités publiques, notamment pour soutenir le travail.

Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR

	déc-05		déc-06		Glissement annuel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
Secteur privé	593	32,6%	607	33,0%	2,4%
<u>dont :</u>					
Industrie/Artisanat	100	5,5%	92	5,0%	-8,1%
BTP	79	4,4%	55	3,0%	-30,5%
Commerce	202	11,1%	241	13,1%	19,2%
Services	164	9,0%	181	9,9%	10,3%
Employés de maison	46	2,5%	37	2,0%	-20,1%
Secteur semi-public*	186	10,2%	187	10,2%	0,4%
Secteur public	1041	57,2%	1042	56,8%	0,1%
Total	1820	100,0%	1836	100,0%	0,9%
Contrats de développement	272	14,9%	350	19,1%	29,0%

Source CLR-CCPF

* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

1.3.2 LES SALAIRES

Le SMIG mensuel a été porté de 74 478 F CFP à 76 339 F CFP, soit +2,5 % à compter du 1^{er} janvier 2007.

Les salaires des agents permanents de l'administration territoriale, complètement déconnectés du SMIG mensuel, ont été revalorisés de + 1,5 % depuis le 1^{er} janvier 2007 et portés pour le salaire minimum de base de 103 741 F CFP au 31/12/2006 à 105 297 F CFP.

L'importance de l'écart entre le SMIG et les salaires moyens de l'administration pourrait constituer un facteur d'incitation à la recherche d'emploi dans le secteur public pour les demandeurs d'emploi et les salariés du secteur privé.

1.3.3 LES PRIX

Au second trimestre 2007, l'indice des prix s'établit à 137,44 (base 100 au 3^{ème} trimestre 1989), en hausse de + 1,4 % par rapport au premier trimestre 2007, en raison principalement de l'augmentation du prix des services (+ 3 %). Les prix des produits alimentaires et manufacturés progressent respectivement de + 0,7 % et de + 1,7 % sur le trimestre.

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation augmente de + 2,7 % fortement influencé par la croissance des prix des produits manufacturés (+ 4,53 % sur les douze derniers mois), alors que les prix des services (+ 1,8 %) et des produits alimentaires (+ 1,3 %) restaient plus mesurés.

Il est nécessaire de rappeler que le calcul de l'indice actuel devrait être mis à jour prochainement (nouvelles pondérations, élargissement du panier de prix) par le Service Territorial des Statistiques, suite aux résultats de l'enquête sur le budget des familles, réalisée en 2006.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

	2nd trimestre 2006	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
Indice global (IPC)	133,78	135,52	137,44	1,42%	2,74%
Indice des produits alimentaires	125,91	126,61	127,54	0,73%	1,29%
Indice des produits manufacturés	136,94	140,71	143,15	1,73%	4,53%
Indice des services	159,2	157,54	162,13	2,91%	1,84%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

1.3.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Les taxes à l'importation

Au 30 juin 2007, le cumul des droits de douanes et taxes à l'entrée se caractérise par une hausse de + 4,4 % par rapport à la même période un an plus tôt, pour s'établir à 505 millions de F CFP. Cette évolution résulte principalement d'une augmentation des recettes de droits de douanes (+11,6 %) qui atteignent 140,6 millions de F CFP. L'accroissement, moins significative des recettes de taxes à l'entrée, s'élève à 364,3 millions de F CFP soit une augmentation par rapport au mois de juin 2006 de + 1,8 %.

Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 30/06/2006	Cumul au 30/06/2007	Variation p/r à l'exercice précédent
Droits de douanes ⁽¹⁾	126,0	140,6	11,59%
Taxes d'entrée ⁽²⁾	357,8	364,3	1,82%
TOTAL	484	505	4,36%

⁽¹⁾ Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

⁽²⁾ Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

Affichant un retrait de - 15,4 % au premier trimestre 2007 avec 1.283,5 millions de F CFP, l'ensemble des importations du Territoire enregistre une baisse de - 8,3 % ce trimestre (1.177,1 millions de F CFP). À la fin juin 2007, les produits alimentaires représentent 24,6 % du total des biens importés en valeur, contre 28,5 % au premier trimestre 2007 et annoncent une régression de - 20,8 % par rapport au trimestre précédent. La rubrique « matériel de transport », représentant 12,4 % des importations du trimestre avec 146,4 millions de F CFP, est en baisse de - 24,1 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution s'explique par l'importation d'une pièce détachée destinée au Twin-Otter assurant la liaison Wallis – Futuna lors du trimestre précédent.

Importations en valeur

<i>en millions de F CFP</i>	Total 2006		1er Trimestre 2007		2nd Trimestre 2007		Variation trimestrielle	Cumul depuis le début de l'année 2007	Importations 2007 / total 2006
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part			
Produits alimentaires	1 342,2	27,0%	365,8	28,5%	289,8	24,6%	-20,8%	655,6	21,6%
Matériel de transport	671,6	13,5%	193,0	15,0%	146,4	12,4%	-24,1%	339,4	21,8%
Produits minéraux (ciments, hydrocarbures, ...)	784,1	15,8%	219,6	17,1%	220,9	18,8%	0,6%	440,5	28,2%
Fournitures, BTP ...	533,3	10,7%	143,8	11,2%	115,2	9,8%	-19,9%	259,0	21,6%
Machines et appareils (1)	557,9	11,2%	138,5	10,8%	125,9	10,7%	-9,1%	264,4	22,6%
Industries chimiques (2)	417,5	8,4%	99,6	7,8%	109,7	9,3%	10,1%	209,3	26,3%
Linges et accessoires	259,3	5,2%	34,8	2,7%	74,0	6,3%	-	108,8	28,5%
Marchandises et produits divers (3)	142,4	2,9%	22,6	1,8%	47,4	4,0%	-	70,0	33,3%
Papiers, cartons	105,6	2,1%	29,1	2,3%	18,8	1,6%	-35,4%	47,9	17,8%
Instruments et appareils optiques	163,6	3,3%	36,6	2,9%	28,9	2,5%	-21,1%	65,5	17,7%
Armes et munitions	0,1	0,0%	0,1	0,0%	0,0	0,0%	-	0,1	-
Objets d'art et de collection	0,3	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%	-	0,1	-
Total	4 977,9	100,0%	1 283,5	100,0%	1 177,1	100,0%	-8,3%	2 460,6	23,6%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

Représentant une part dérisoire du total des importations, les importations en linges et accessoires, en marchandises et produits divers ont doublé ce trimestre, atteignant respectivement 74 millions de F CFP et 47,4 millions de F CFP.

En glissement annuel, le cumul des importations a augmenté de + 4,7 % par rapport aux importations du premier semestre 2006.

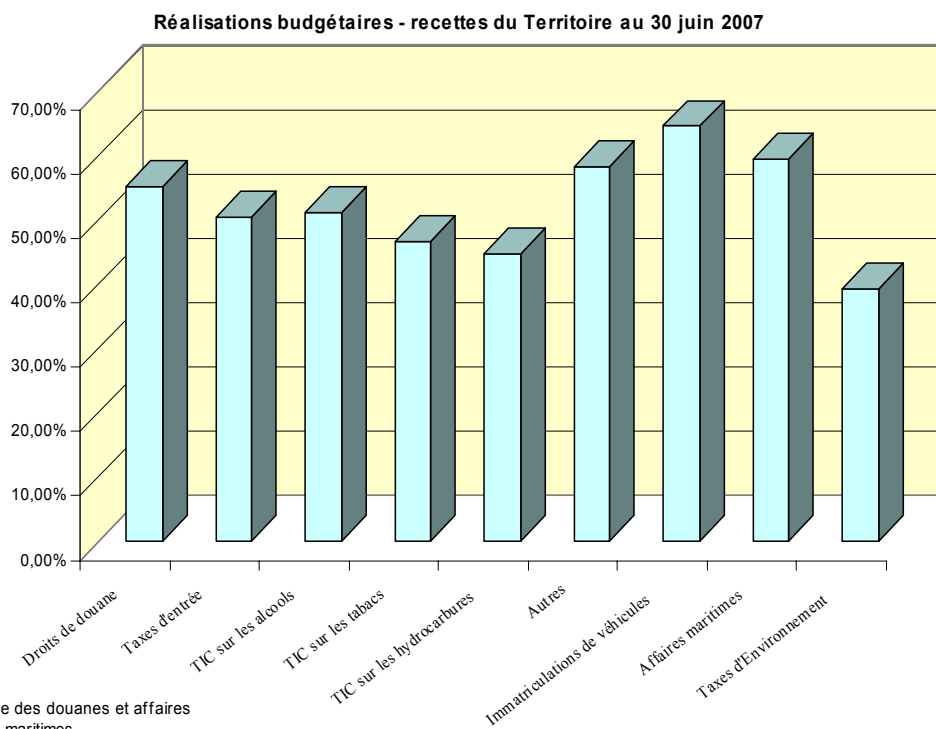
1.3.5 SUIVI DES RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales perçues au 30 juin 2007 s'établissent à 832,79 millions de F CFP, soit 52,5 % de l'objectif fixé au budget primitif 2007. La majeure partie des produits des impôts directs a été perçue (77,4 %). Les recettes des taxes et droits indirects s'élèvent à 748,46 millions de F CFP ce qui représentent 50,7 % de l'objectif fixé au budget prévisionnel 2007, dont une grande partie concernent les taxes diverses (58,2 %).

Evolution budgétaire des recettes fiscales

<i>Recettes en millions de F CFP</i>		...prévues au budget primitif 2007	...réalisées au 30/06/2007	% réalisé
Recettes douanieres	Droits de douane	255	140,64	55,2%
	Taxes d'entrée	723	364,33	50,4%
	Sous total	978	504,97	51,6%
	Taxes intérieures de consommation :			
	alcools	139	70,92	51,0%
tabacs	135	62,83	46,5%	
hydrocarbures	152	67,60	44,6%	
Autres	7,0	4,07	58,1%	
Sous total	432,6	205,42	47,5%	
Taxes diverses	Immatriculations de véhicules	5	3,48	64,4%
	Affaires maritimes	55	32,63	59,3%
	Taxes d'Environnement	5,0	1,96	39,2%
	Sous total	65,4	38,07	58,2%
Total Taxes et droits indirects	1476,0	748,46	50,7%	
Impôts directs	109,0	84,33	77,4%	
TOTAL	1585,0	832,79	52,5%	
Ventes des tabacs	233	112,90	48,5%	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes



1.3.6 L'ENERGIE

L'énergie électrique

Au cours du second trimestre 2007, la production globale d'électricité, par rapport au trimestre précédent, est en retrait de - 2 % à 5 032 milliers de kWh contre 5 137 milliers de kWh précédemment. En revanche, elle enregistre une hausse de + 2,8 %, en glissement annuel.

Au 30 juin 2007, les ventes d'électricité suivent la même tendance. Elles se dégradent par rapport au trimestre précédent de - 2,8 %. En revanche, elles enregistrent une hausse de + 5,4 % sur un an.

Par ailleurs, le nombre d'abonnés enregistre une relative stabilité (+ 0,4 %) sur le trimestre avec 3.671 abonnés et affiche une hausse de + 2,3 % sur l'année.

Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	2nd trimestre 2006	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Variation / 2nd trim 2006	Variation trimestrielle
Production globale (milliers de kWh)	4 894	5 137	5 032	2,8%	-2,0%
Wallis	4 016	4156	4116	2,5%	-1,0%
Futuna	878	981	916	4,3%	-6,6%
Ventes totales (milliers de kWh)	3959	4291	4171	5,4%	-2,8%
Wallis	3128	3407	3361	7,4%	-1,4%
Futuna	831	884	810	-2,5%	-8,4%
Abonnés	3 588	3 655	3 671	2,3%	0,4%
Wallis	2491	2541	2561	2,8%	0,8%
Futuna	1097	1114	1110	1,2%	-0,4%

Les tarifs de l'électricité révèlent une augmentation moyenne de + 4,3 % sur le second trimestre 2007. Ainsi, le prix moyen du kWh pour la basse tension est passé de 69,36 F CFP à fin mars 2007 à 72,33 F CFP au 30 juin 2007 et celui de la moyenne tension, de 54,19 F CFP à 56,51 F CFP. En glissement annuel, relativement au second trimestre 2006, les tarifs ont augmenté de + 9,8 % en moyenne.

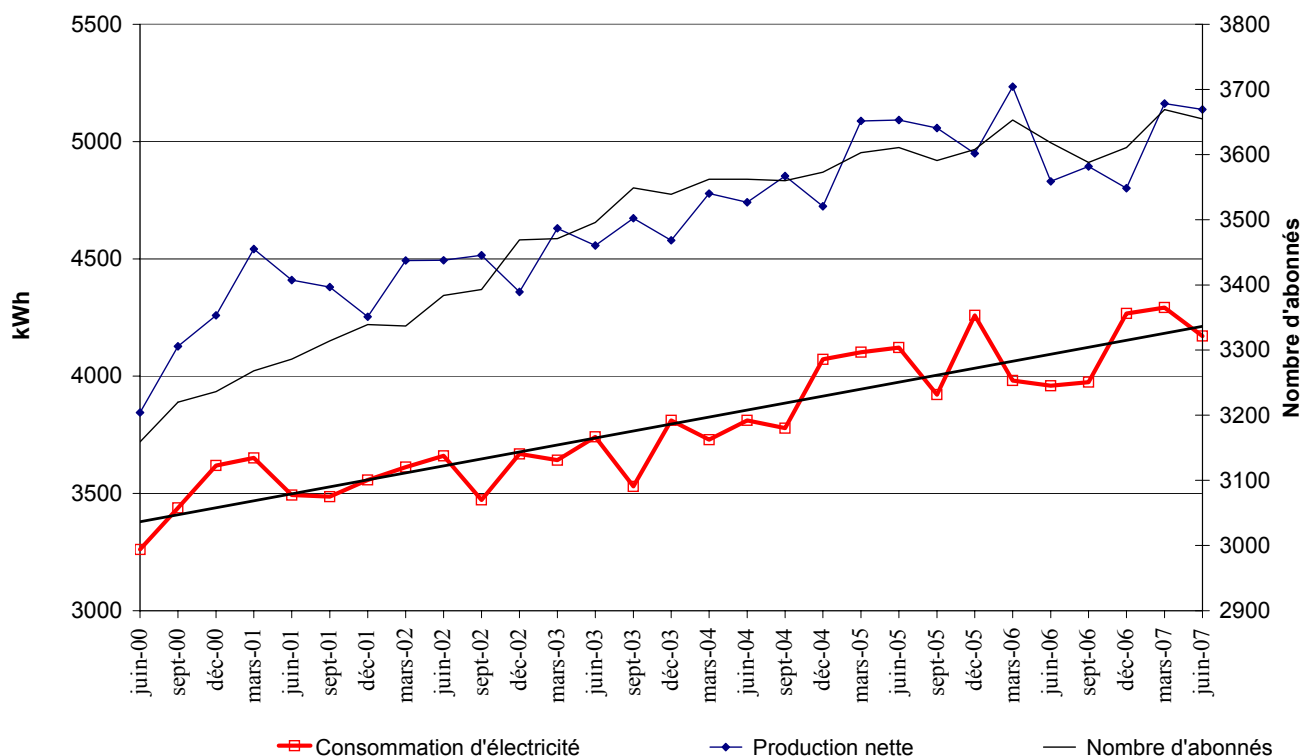
Evolution de la tarification de l'énergie électrique

prix du kWh en F CFP	2nd trimestre 2006	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Variation / 2nd trim. 2006	Variation trimestrielle
Basse tension					
Petits utilisateurs	65,9	69,36	72,33	9,8%	4,3%
1ère tranche	82,37	86,70	90,41	9,8%	4,3%
2ème tranche	65,9	69,36	72,33	9,8%	4,3%
3ème tranche	49,42	52,02	54,25	9,8%	4,3%
Prix moyen	65,90	69,36	72,33	9,8%	4,3%
Moyenne tension					
1ère tranche	61,78	65,03	67,81	9,8%	4,3%
2ème tranche	41,19	43,35	45,21	9,8%	4,3%
Prix moyen	51,49	54,19	56,51	9,8%	4,3%

Source : EEWf

Depuis 2000, le secteur de l'électricité bénéficie d'une certaine croissance. Le nombre d'abonnés est ainsi passé de 3 200 à 3700 en sept ans, conduisant à une hausse de la consommation et de la production. Toutefois, sur le second trimestre 2007, cette croissance semble s'infléchir légèrement.

Production et vente trimestrielles d'électricité à Wallis et Futuna



Source : EEWf

Les hydrocarbures

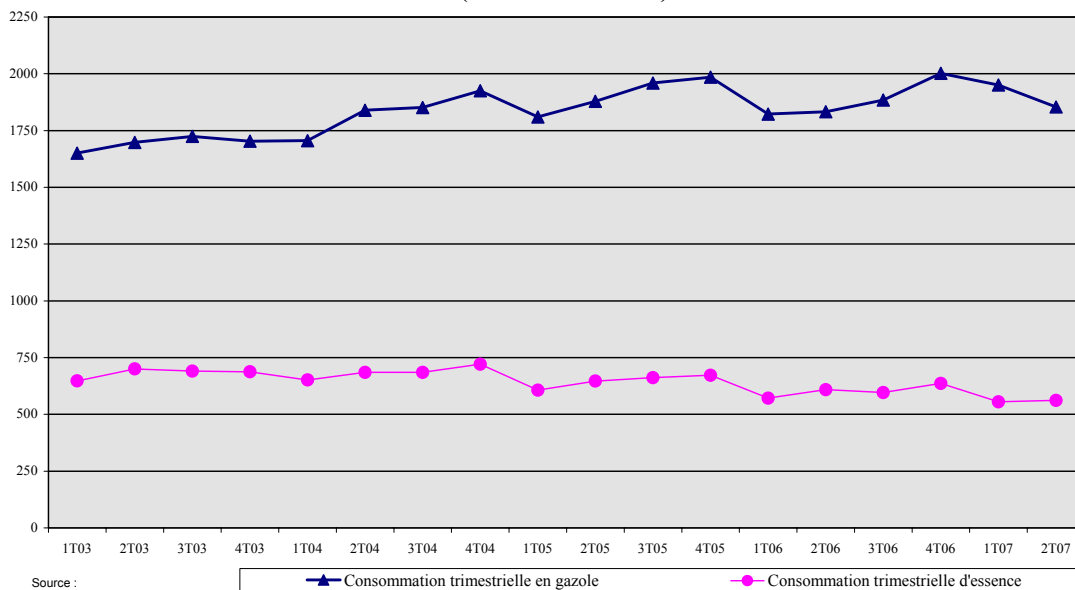
Au second trimestre 2007, l'ensemble des indicateurs de consommation d'hydrocarbures semble à la baisse, à l'exception de l'essence qui enregistre une hausse de 1 %. Après avoir connu une période de forte hausse durant l'année 2006, les ventes de gasoil continue de régresser depuis le début de l'année 2007, enregistrant 1.867,2 milliers de litres soit une baisse de - 4,3 % par rapport au trimestre précédent. Généralement stable durant l'année 2006, la consommation de gaz a diminué de - 12,5 % ce trimestre et de - 9 % en glissement annuel. Enfin, la baisse des ventes de pétrole Jet A1 perdure affichant 233 milliers de litres ce trimestre contre 249,8 milliers de litres au premier trimestre 2007.

Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)

	Cumul		Variation / Cumul n-1	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Variation / trimestre précédent	Rappel 2nd trimestre 2006
	(juillet 2005 - juin 2006)	(juillet 2006 - juin 2007)					
Essence							
Wallis	2134,2	2015,6	-5,6%	473,1	479,8	1,4%	519,8
Futuna	381,1	334,3	-12,3%	82,8	81,9	-1,1%	89,5
Total	2515,3	2349,9	-6,6%	555,9	561,6	1,0%	571,6
Gazole							
Wallis	5948,6	6013,3	1,1%	1511,0	1459,0	-3,4%	1442,7
Futuna	1652,4	1677,1	1,5%	439,8	394,9	-10,2%	390,0
Total	7601,0	7690,4	1,2%	1950,8	1853,9	-5,0%	1822,3
Pétrole Jet A1							
Wallis	728,2	935,2	28,4%	248,6	231,4	-6,9%	167,2
Futuna	6,7	5,1	-23,9%	1,2	1,6	34,0%	1,2
Total	734,9	940,3	27,9%	249,8	233,0	-6,7%	167,7
Gaz butane (Total)	241,7	234,6	-2,9%	60,2	52,6	-12,5%	57,8

Source : SWAFEP

Consommation trimestrielle d'hydrocarbures à Wallis et futuna
(en milliers de litres)



1.3.7 LES ECHANGES

Le trafic aérien

En l'absence de données actualisées au 31 mars 2007, apparaissent ci-dessous les statistiques relatives au transport aérien au 31 décembre 2006.

Trafic international

L'évolution du trafic international est en hausse au quatrième trimestre par rapport au troisième. On enregistre quatre vols supplémentaires pour 2,3 % de passagers en plus. Le fret suit une forte progression, + 34,8 %, vraisemblablement liée aux fêtes de fin d'année et aux importations de marchandises supplémentaires pour faire face à la réduction de la desserte maritime. En glissement annuel, le nombre de passagers décroît (-1,1 %), bien que le nombre de vols progresse (+6,9 %), il s'en suit une baisse du taux de remplissage moyen de l'avion.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - international

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	58	58	62	6,9%	6,9%
Passagers	6 238	6 031	6 169	-1,1%	2,3%
- Arrivées	2 811	2 889	2 944	4,7%	1,9%
- Départs	3 427	3 142	3 225	-5,9%	2,6%
Fret (kg)	41 702	36 843	49 661	19,1%	34,8%
Poste (kg)	17 242	15 979	15 022	-12,9%	-6,0%

Source : Aviation civile

Trafic domestique

Au quatrième trimestre 2006, on compte 380 vols entre Wallis et Futuna pour 3 681 passagers transportés. Ces deux indicateurs sont respectivement en hausse de + 27,5 % et + 12,2 % en glissement trimestriel. Cette progression résulte principalement de l'organisation du festival du CIOFF (Conseil International des Organisations de Festivals de Folklore et d'Arts) fin 2006 à Futuna, ainsi que des vacances scolaires entraînant le retour des boursiers et élèves internes futuniens.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - domestique

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	346	298	380	9,8%	27,5%
Passagers	3 676	3 280	3 681	0,1%	12,2%
- Arrivées	1 739	1 699	1 823	4,8%	7,3%
- Départs	1 937	1 581	1 858	-4,1%	17,5%
Fret (kg)	5 944	4 344	5 408	-9,0%	24,5%
Poste (kg)	2 706	1 959	2 327	-14,0%	18,8%

Source : Aviation civile

Sur le plan annuel, le nombre de passagers reste stable (+0,1 %) et le nombre de vols progresse (+ 9,8 %). Les volumes de transports de fret et de poste se détériorent sensiblement en 2006.

Le trafic maritime

Depuis la suppression du second porte-conteneurs du mois de septembre 2006, on constate une forte dégradation de la desserte maritime. Le nombre de touchées de navire porte-conteneurs enregistre une baisse de - 80 % ce trimestre, en glissement annuel.

Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis

	2nd trimestre 2006	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Porte - conteneurs	10	4	2	-80,0%	-50,0%
Pétroliers	2	3	2	-	-33,3%
Butaniers	1	1	1	-	-
Total	13	8	5	-61,5%	-37,5%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

1.3.8 LES TELECOMMUNICATIONS

Le nombre d'abonnements téléphonique poursuit sa progression ce trimestre avec + 2,2 % pour s'établir à 2 289. L'évolution annuelle révèle une croissance significative de + 19,3 % du nombre d'abonnés au téléphone. Les abonnés à Internet connaissent une augmentation de + 3,3 % sur un an, et environ une personne sur quatre est reliée au réseau Internet ce trimestre.

Evolution du nombre d'abonnés Internet

	30-juin-06	31-mars-07	30-juin-07	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Nombre d'abonnés Téléphone	1919	2240	2289	19,3%	2,2%
Nombre d'abonnés Internet	569	577	588	3,3%	1,9%
Taux d'abonnés Internet	30%	26%	26%	-	-

Source : Service des postes et télécommunications

1.3.9 EVOLUTION DES COURS DE CHANGE

Au second trimestre 2007, le cours du Franc Pacifique continue de s'apprécier face au dollar américain et au yen japonais. Alors que vous échangez 81,87 F CFP contre 100 yens un an auparavant, au 30 juin 2007, il ne vous en faut que 72,96 F CFP. En revanche, les devises néo-zélandaises et australiennes poursuivent leur appréciation face au franc pacifique en gagnant respectivement 6,52 % et 3,77 % sur le trimestre ainsi que 5,22 % et 19,22 % sur un an.

en XPF	Au				Variations		
	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007	m-3	m-6	m-12
100 JPY	81,87	76,04	75,86	72,96	-3,83%	-4,05%	-10,88%
USD	93,86	90,61	89,60	88,36	-1,39%	-2,48%	-5,86%
AUD	69,71	71,49	72,39	75,12	3,77%	5,07%	7,76%
NZD	57,19	63,73	64,01	68,18	6,52%	6,98%	19,22%
SGD	59,25	59,07	59,06	57,75	-2,22%	-2,23%	-2,53%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe - indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements intervenant sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

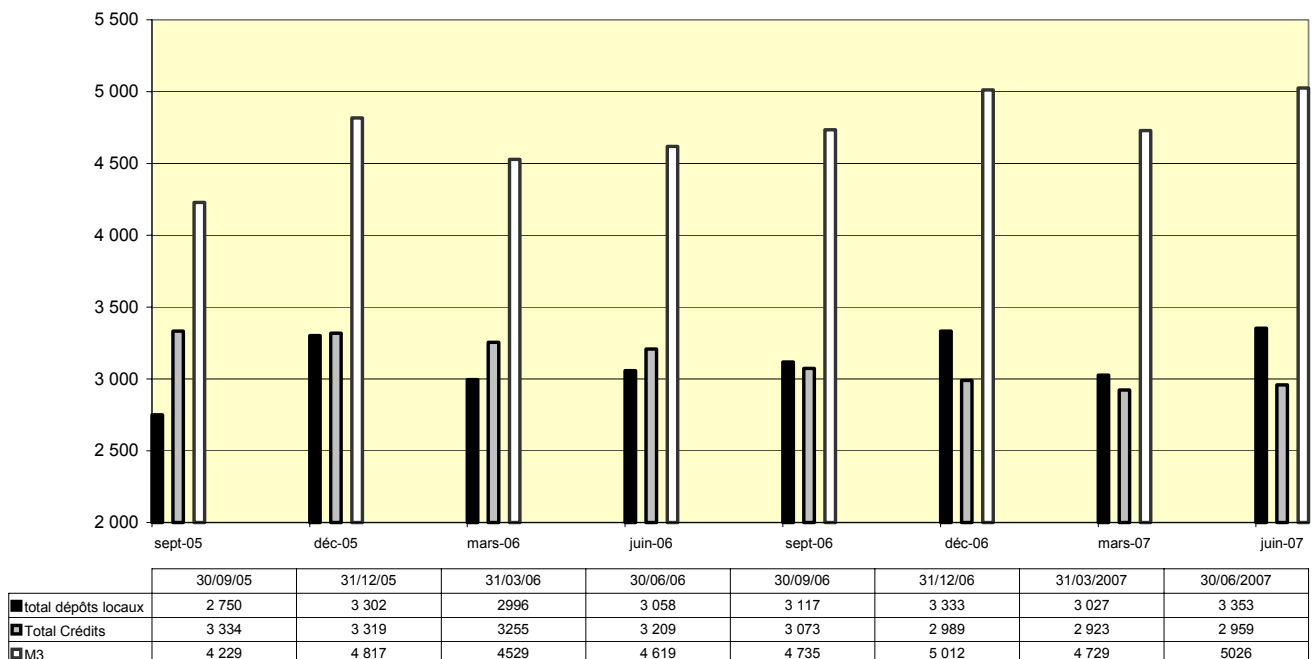
VUE GENERALE AU 30 JUIN 2007

-**Les dépôts collectés et gérés localement** s'élèvent à 3 353 millions de F CFP. Ils augmentent à un rythme annuel de + 9,6 % et de + 11 % par rapport au trimestre précédent.

-**L'encours des crédits bancaires**, pourtant en baisse depuis six trimestres, subit une hausse de + 1,4 % au 30 juin 2007 atteignant un montant de 2 971 millions de F CFP. En glissement annuel, les encours des crédits restent orientés à la baisse (- 8,4 %).

-**La masse monétaire (M3)**, a progressé de + 6,3 % au cours du second trimestre 2007 pour atteindre 5 026 millions de F CFP en fin de période, cette tendance confirme la hausse observée à la fin de l'année 2006. En rythme annuel, la masse monétaire (M3) augmente de + 8,8 % au 30 juin 2007.

Evolution des principales données monétaires (valeurs en millions de F CFP)



nota : Les dépôts locaux cumulent ceux de la banque locale et du Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.

2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

L'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une réorientation de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion des comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts sur le Territoire.

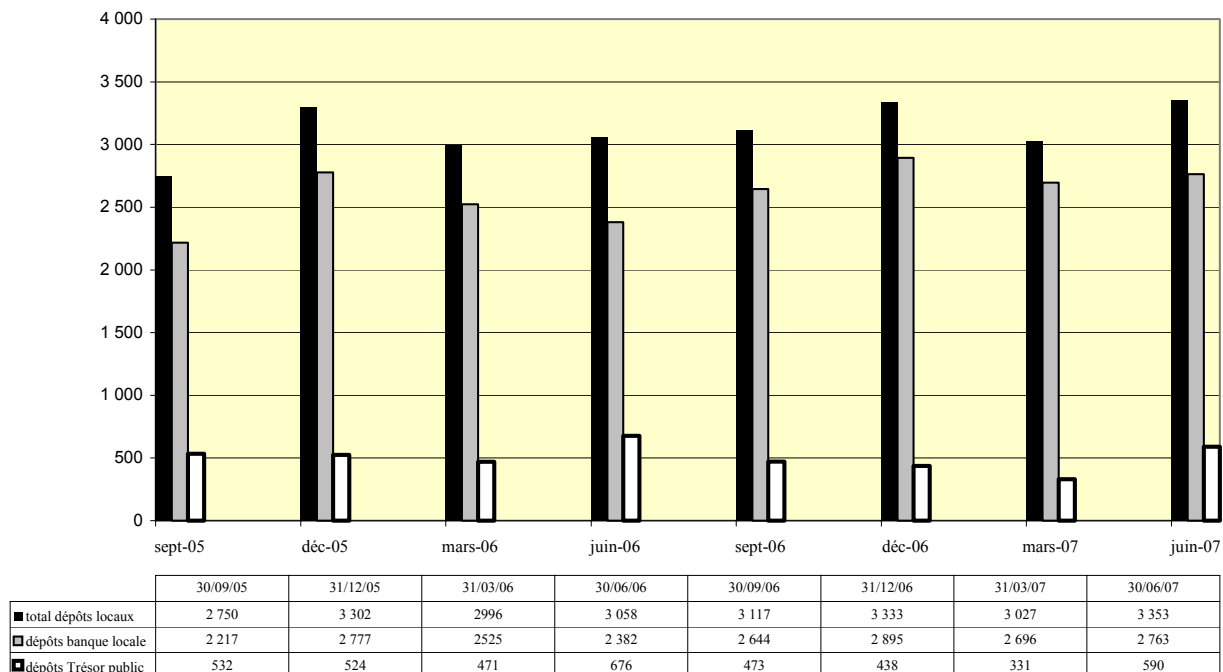
2.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE AUPRES DE LA CLIENTELE NON FINANCIERE (TABLEAU I)

Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission.

Au second trimestre 2007, la valeur des dépôts de la banque locale augmente de + 2,5 % sur le trimestre et de + 16 % en glissement annuel.

Les dépôts collectés par le Trésor s'élèvent à 590 millions de F CFP ce trimestre contre 331 millions de F CFP au trimestre précédent, en augmentation de + 78,2 %. En revanche, ils enregistrent une baisse de - 13 %, en rythme annuel.

Evolution des dépôts locaux (valeurs en millions de F CFP)



Dépôts à vue

Contrairement au trimestre précédent, les dépôts à vue sont en hausse sur le second trimestre avec un total de 2 301 millions de F CFP au 30 juin 2007. En revanche, les dépôts à vue régressent de - 3,3 % sur un an. L'encours collecté par la banque locale diminue sur le second trimestre 2007 (- 4,5 %), alors qu'il marque une certaine stabilité sur l'année (+ 0,4 %). L'encours collecté par le Trésor, en baisse de - 24,4 % au premier trimestre 2007, est en augmentation de + 78,2 % ce trimestre.

La part des dépôts à vue dans l'ensemble des dépôts reste prépondérante à 68,6 %, contre 70,1 % trois mois auparavant.

TABLEAU I
Epargne collectée par les établissements locaux pour leur propre compte (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
Dépôts à vue	2 380	2 310	2 123	2 301	- 3,3%	- 0,4%	8,4%
dont banque locale	1 704	1 872	1 792	1 711	0,4%	- 8,6%	- 4,5%
dont Trésor Public	676	438	331	590	-12,7%	34,7%	78,2%
Comptes sur livrets	367	422	406	397	8,2%	- 5,9%	- 2,2%
dont banque locale	367	422	406	397	8,2%	- 5,9%	- 2,2%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
Autres placements liquides et à court terme	311	601	498	655	-	9,0%	31,5%
Dépôts à terme	311	601	498	655	-	9,0%	31,5%
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
dont banque locale	311	601	498	655	-	9,0%	31,5%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	3 058	3 333	3 027	3 353	9,6%	0,6%	10,8%
dont banque locale	2 382	2 895	2 696	2 763	16,0%	- 4,6%	2,5%
Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale	-	-	-	-	-	-	-
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 058	3 333	3 027	3 353	9,6%	0,6%	10,8%
dont banque locale	2 382	2 895	2 696	2 763	16,0%	- 4,6%	2,5%
dont Trésor Public	676	438	331	590	-12,7%	34,7%	78,2%
part des dépôts à vue	77,83%	69,31%	70,14%	68,63%			
part des comptes sur livrets	12,00%	12,66%	13,41%	11,84%			
part des autres placements liquides à court terme	10,17%	18,03%	16,45%	19,53%			

Comptes sur livrets et dépôts à terme

Au second trimestre 2007, l'encours des comptes sur livrets diminue de - 2,2 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, les dépôts à terme enregistrent une hausse de + 31,5 % au 30 juin 2007 par rapport à la fin du mois de mars 2007.

Toutefois, on constate une nette progression des encours sur un an. Le montant des comptes sur livrets s'élève à 397 millions de F CFP contre 367 millions de F CFP un an auparavant, soit une

augmentation de + 8,2 %. L'encours des dépôts à terme passe de 311 millions de F CFP au 30 juin 2006 à 655 millions de F CFP un an plus tard.

2.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (TABLEAU II)

L'encours de l'épargne collectée localement et gérée hors zone d'émission est évalué à 4 307 millions de F CFP au second trimestre 2007, en hausse de + 1,9 % par rapport au premier trimestre 2007. Au niveau annuel, on constate une augmentation de l'épargne de + 2,9 % grâce notamment aux contrats d'assurance-vie passant de 234 millions de F CFP au 30 juin 2006 à 606 millions de F CFP à la fin juin 2007. Cet encours n'intègre pas la collecte faite par les compagnies d'assurances et par les établissements non représentés sur le territoire. Les données de la CLR-CCPF ne sont pas prises en compte dans les statistiques de l'IEOM.

Les placements liquides et à court terme

Les placements liquides et à court terme sont constitués exclusivement des encours gérés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires, et permettent à leur propriétaire de bénéficier d'une gestion déléguée et d'un portefeuille diversifié. Au 30 juin 2007, leur encours enregistre une baisse de - 0,8 % sur le trimestre, et de - 16,3 % en glissement annuel.

Les placements d'épargne à long terme

Les placements d'épargne à long terme sont principalement représentés par les OPCVM non monétaires et par les obligations. Ils totalisent un montant de 3 297 millions de F CFP à la fin du mois de juin 2007, soit une hausse de + 2,7 % sur le trimestre et de + 10,7 % sur un an.

TABLEAU II
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Placements liquides et à court terme	1 207	1 164	1 018	1 010	-16,3%	-13,2%	- 0,8%
OPCVM monétaires	1 207	1 164	1 018	1 010	-16,3%	-13,2%	- 0,8%
Placements d'épargne à long terme	2 979	3 187	3 209	3 297	10,7%	3,5%	2,7%
Actions	21	24	22	25	19,0%	4,2%	13,6%
Obligations	1 524	1 509	1 511	1 499	- 1,6%	- 0,7%	- 0,8%
OPCVM non monétaires	1 200	1 159	1 161	1 167	- 2,8%	0,7%	0,5%
Assurances-vie	234	495	515	606	-	22,4%	17,7%
TOTAL DE L'ÉPARGNE GÉRÉE HZE	4 186	4 351	4 227	4 307	2,9%	- 1,0%	1,9%

2.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III)

Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

Au 30 juin 2007, le total des actifs financiers collectés localement s'établit à 3 352 millions de F CFP contre 3 058 millions de F CFP un an auparavant, en augmentation de + 9,6 %.

La répartition des dépôts locaux par agents économiques met en évidence la prépondérance de la part détenue par les particuliers (47 %), suivie de celle des sociétés non financières (35 %).

Néanmoins, la hausse globale des actifs financiers sur un an masque des disparités d'évolution selon les agents économiques concernés.

Les dépôts des sociétés non financières progressent de + 27,1 % sur un an, atteignant 1 158 millions de F CFP à la fin du mois de juin 2007. Les dépôts locaux des particuliers et des autres agents résidents suivent la même tendance. En glissement annuel, ils augmentent respectivement de + 3,8 % et + 1,6 %. A l'inverse l'encours local des entrepreneurs individuels enregistre une baisse - 11,4 % sur un an.

**Répartition des dépôts locaux
par agents économiques**

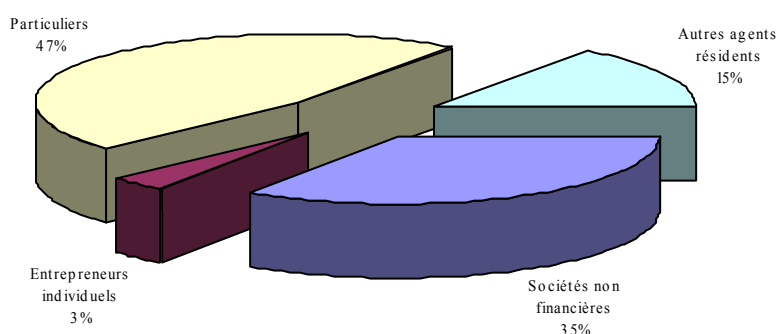


TABLEAU III
Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre par agent économique

<i>en millions de F CFP</i>	30/06/2006		30/06/2007		m/m-12
	m	%	m	%	
Dépôts à vue	2 381		2 300		- 3,4%
Sociétés non financières	862	36,2%	793	34,5%	- 8,0%
Entrepreneurs individuels	124	5,2%	114	5,0%	- 8,1%
Particuliers	1 159	48,7%	1 163	50,6%	0,3%
Autres agents résidents	233	9,8%	229	10,0%	- 1,7%
Non résidents	3	0,13%	1	0,04%	-66,7%
					-
Autres dépôts	678		1 052		55,2%
Sociétés non financières	49	7,2%	364	34,6%	-
Entrepreneurs individuels	8	1,2%	3	0,3%	-62,5%
Particuliers	357	52,7%	410	39,0%	14,8%
Autres agents résidents	263	38,8%	274	26,0%	4,2%
Non résidents	1	0,1%	1	0,1%	-
					-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)	3 058		3 353		9,6%
Sociétés non financières	911	29,8%	1 158	34,5%	27,1%
Entrepreneurs individuels	132	4,3%	117	3,5%	-11,4%
Particuliers	1 516	49,6%	1 573	46,9%	3,8%
Autres agents résidents	495	16,2%	503	15,0%	1,6%
Non résidents	4	0,1%	2	0,1%	-50,0%
					-
Certificats de dépôts (CDD)	-		-		-
					-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 058		3 353		9,6%

2.1.4 EPARGNE COLLECTEE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT LOCAUX ET GEREE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (DEPOTS HZE)

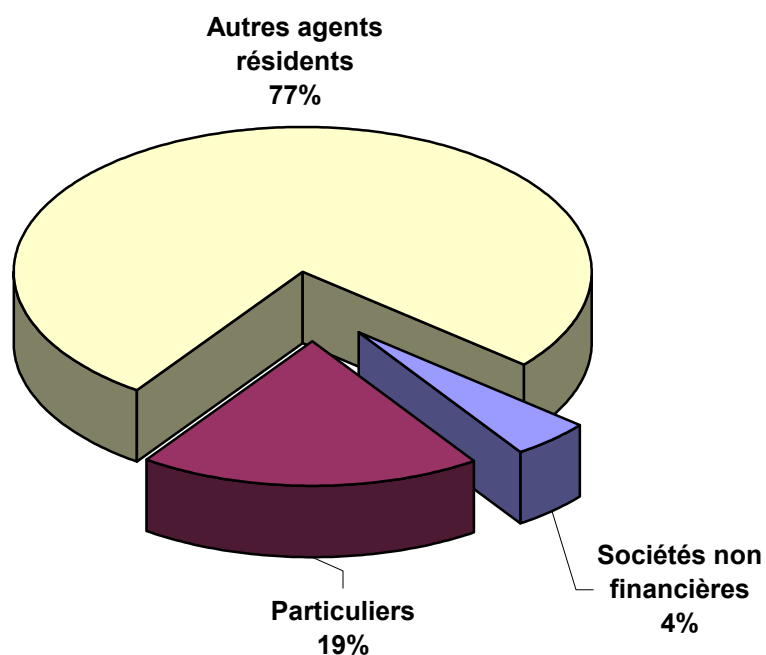
L'épargne gérée par des institutions extérieures totalise 4 307 millions de F CFP, en fin de second trimestre 2007, en progression de + 2,9 % en rythme annuel. Les particuliers sont le moteur de cette croissance, leur épargne étant passée de 553 millions de F CFP fin juin 2006 à 834 millions de F CFP au 30 juin 2007.

TABLEAU III bis
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures par agent économique

<i>en millions de F CFP</i>	30/06/2006		30/06/2007		m/m-12
	m-12	%	m	%	
TOTAL	4 186		4 307		2,9%
Sociétés non financières	220	5,3%	186	4,3%	-15,5%
Entrepreneurs individuels	ND	-	ND	-	NS
Particuliers	553	13,2%	834	19,4%	50,8%
Autres agents résidents	3 413	81,5%	3 287	76,3%	- 3,7%
Non résidents	-	-	-	-	-

Concernant la répartition des dépôts par agent économique, la part des autres agents résidents, constitués exclusivement des administrations publiques, représente 77 % du total de l'épargne HZE. Elle diminue toutefois sur un an de -3,7 %. Enfin les particuliers enregistrent une augmentation de leur part de dépôts, avec 19 % du total, et celle des sociétés non financières accuse une baisse, avec 4 % du total.

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, situés à l'intérieur et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire. Au 30 juin 2007, le montant total des passifs financiers s'élève à 2 971 millions de F CFP, répartis pour 54,2 % hors zone (contre 57 % au trimestre précédent) et 45,8 % dans la zone d'émission (contre 43 % trois auparavant).

2.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

La zone d'émission connaît, au premier trimestre 2007, une augmentation de + 7,2 % de ses concours bruts, atteignant 1 361 millions de F CFP. On constate néanmoins, en rythme annuel, une dégradation de - 2,1 % de l'encours total. Les crédits de trésorerie des particuliers, qui représentent 64,1 % du passif global au 30 juin 2007, ne connaissent pas de variation significative sur le trimestre. En revanche, ils enregistrent une diminution de - 2,1 % sur l'année. L'encours des crédits à l'équipement enregistre ce trimestre par rapport au précédent une nette augmentation de + 60,5 % et de + 16,9 % depuis un an. Les crédits à l'habitat, dont l'encours décroît de - 2,9 % ce trimestre, représentent toujours un poids dérisoire, lié aux problèmes de garanties pour l'octroi de prêt bancaire. Au second trimestre 2007, l'encours des comptes ordinaires débiteurs progresse de + 18,7 % par rapport au précédent trimestre, atteignant 184 millions de F CPF. Les sociétés financières sont les principaux débiteurs avec 90,7 % du total. Ceci s'expliquerait par un recours accru au découvert bancaire par les entreprises, faute de crédits bancaires adapté à leurs besoins de financements. Les créances douteuses nettes s'élèvent à 7 millions de F CFP ce trimestre, dont 86 % imputables aux particuliers. Par rapport au trimestre précédent, elles enregistrent une hausse de + 16,7 %, et une baisse de - 63,2 % en glissement annuel.

TABLEAU IV
 Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situés dans la zone d'émission)

	30/06/2006	31/12/2006	30/03/2007	30/06/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales							
Crédits de trésorerie	892	877	874	873	- 2,1%	- 0,5%	- 0,1%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	892	877	874	873	- 2,1%	- 0,5%	- 0,1%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	59	47	43	69	16,9%	46,8%	60,5%
Sociétés non financières	23	14	12	41	78,3%	-	-
Entrepreneurs individuels	36	33	31	28	-22,2%	-15,2%	- 9,7%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	57	67	70	68	19,3%	1,5%	- 2,9%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	1	15	14	13	-	-13,3%	- 7,1%
Particuliers	56	52	56	55	- 1,8%	5,8%	- 1,8%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	236	136	155	184	-22,0%	35,3%	18,7%
Sociétés non financières	213	114	139	167	-21,6%	46,5%	20,1%
Entrepreneurs individuels	6	2	2	3	-50,0%	50,0%	50,0%
Particuliers	17	20	14	14	-17,6%	-30,0%	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	10	13	12	30	-	-	-
Sociétés non financières	6	5	5	24	-	-	-
Entrepreneurs individuels	4	8	7	6	50,0%	-25,0%	-14,3%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	19	9	6	7	-63,2%	-22,2%	16,7%
Sociétés non financières	-	1	1	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	2	-	1	1	-50,0%	-	-
Particuliers	17	8	5	6	-64,7%	-25,0%	20,0%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 273	1 149	1 158	1 231	- 3,3%	7,1%	6,3%
Sociétés non financières	244	134	156	232	- 4,9%	73,1%	48,7%
Entrepreneurs individuels	48	58	54	52	8,3%	-10,3%	- 3,7%
Particuliers	983	957	948	948	- 3,6%	- 0,9%	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Provisions non ventilées	101	105	100	100	- 1,0%	- 4,8%	-
Autres concours non ventilés	16	8	12	30	87,5%	-	-
TOTAL BRUT	1 390	1 262	1 270	1 361	-2,1%	7,8%	7,2%

2.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

Globalement l'encours des crédits accordés par les établissements hors de la zone d'émission se dégrade tant en rythme trimestriel (- 3,1 %) qu'annuel (-13,2 %), affichant 1 610 millions de F CFP au 30 juin 2007. Les autres agents résidents détiennent l'intégralité des crédits à l'équipement dont l'encours s'établit en baisse (-3,7 %) par rapport au premier trimestre 2007. Par ailleurs, les crédits à l'habitat, octroyés par l'Agence Française de Développement (AFD), poursuivent également leur déclin ce trimestre à -3,9 %. Cette évolution traduit un désengagement de l'agence dans ce secteur, cette dernière n'accordant plus de nouveaux crédits depuis fin 2004. Le poids des créances douteuses nettes, essentiellement supporté par les crédits à l'habitat octroyés par l'AFD, enregistre une légère baisse avec - 0,9 % tant en variation trimestrielle qu'en variation annuelle.

TABLEAU V
Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situé hors zone d'émission

	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	530	480	462	445	-16,0%	- 7,3%	- 3,7%
Sociétés non financières	24	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	20	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	486	480	462	445	- 8,4%	- 7,3%	- 3,7%
Crédits à l'habitat	882	809	761	731	-17,1%	- 9,6%	- 3,9%
Sociétés non financières	2	2	2	2	-	-	-
Entrepreneurs individuels	26	23	18	17	-34,6%	-26,1%	- 5,6%
Particuliers	854	784	741	712	-16,6%	- 9,2%	- 3,9%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	422	444	422	418	- 0,9%	- 5,9%	- 0,9%
Sociétés non financières	13	33	31	30	-	- 9,1%	- 3,2%
Entrepreneurs individuels	60	59	58	57	- 5,0%	- 3,4%	- 1,7%
Particuliers	349	352	333	331	- 5,2%	- 6,0%	- 0,6%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	20	-	16	16	-20,0%	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	20	-	16	16	-20,0%	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 854	1 733	1 661	1 610	-13,2%	- 7,1%	- 3,1%
Sociétés non financières	39	35	33	32	-17,9%	- 8,6%	- 3,0%
Entrepreneurs individuels	86	83	76	74	-14,0%	-10,8%	- 2,6%
Particuliers	1 222	1 136	1 091	1 059	-13,3%	- 6,8%	- 2,9%
Autres agents résidents	486	480	462	445	- 8,4%	- 7,3%	- 3,7%
Provisions non ventilées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL BRUT	1 854	1 733	1 661	1 610	-13,2%	- 7,1%	- 3,1%

2.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE (TABLEAU IV + V)

Toutes zones d'émission confondues, les concours à caractères bancaires s'affichent à 2 971 millions de F CFP au 30 juin 2007, en hausse de 1,4 % sur le trimestre. Néanmoins, ils enregistrent une baisse de 8,4 % en rythme annuel, qui se traduit par une évolution négative au niveau annuel des comptes ordinaires débiteurs (- 22 %), des encours des crédits à l'habitat (- 14,9 %) et à l'équipement (- 12,7 %).

Au 30 juin 2007, les particuliers, plus importants agents emprunteurs du Territoire, représentent 70,6% du total net, en baisse de - 1,6 % sur le trimestre. Les crédits attribués aux particuliers portent essentiellement sur les crédits à l'habitat (767 millions de F CFP) et de trésorerie (873 millions de F CFP). Les autres agents résidents et entrepreneurs individuels, représentant respectivement 15,7 % et 4,4 % du total net, suivent également une tendance à la baisse sur le trimestre respectivement -3,7 % et - 3,1 %. A l'inverse, les encours des crédits des sociétés financières enregistrent une hausse de + 39,7 % ce trimestre.

L'évolution de la structure de répartition des crédits présente peu de changements depuis 2003. La part des crédits à l'habitat a toutefois tendance à décroître graduellement au profit notamment des crédits à l'équipement. Le poids des crédits de trésorerie n'enregistre pas de variation significative sur les quatre dernières années. Par ailleurs, les comptes ordinaires débiteurs représentent toujours une partie minime du total des encours.

Evolution de la répartition des crédits ZE et HZE (en millions de F CFP)

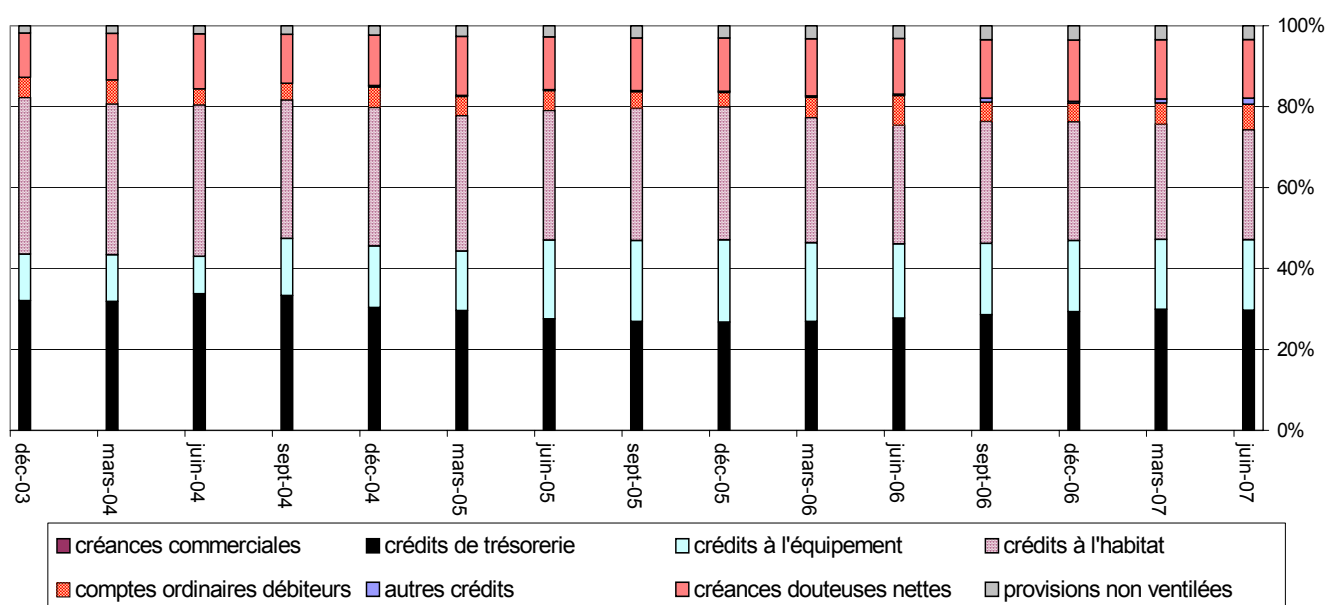


TABLEAU IV+V
Concours de caractère bancaire toutes zones d'émission confondues

	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	892	877	874	873	- 2,1%	- 0,5%	- 0,1%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	892	877	874	873	- 2,1%	- 0,5%	- 0,1%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	589	527	505	514	-12,7%	- 2,5%	1,8%
Sociétés non financières	47	14	12	41	-12,8%	-	-
Entrepreneurs individuels	36	33	31	28	-22,2%	-15,2%	- 9,7%
Particuliers	20	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	486	480	462	445	- 8,4%	- 7,3%	- 3,7%
Crédits à l'habitat	939	876	831	799	-14,9%	- 8,8%	- 3,9%
Sociétés non financières	2	2	2	2	-	-	-
Entrepreneurs individuels	27	38	32	30	11,1%	-21,1%	- 6,3%
Particuliers	910	836	797	767	-15,7%	- 8,3%	- 3,8%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	236	136	155	184	-22,0%	35,3%	18,7%
Sociétés non financières	213	114	139	167	-21,6%	46,5%	20,1%
Entrepreneurs individuels	6	2	2	3	-50,0%	50,0%	50,0%
Particuliers	17	20	17	17	-	-15,0%	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	30	13	28	46	53,3%	-	64,3%
Sociétés non financières	6	5	5	24	-	-	-
Entrepreneurs individuels	4	8	7	6	50,0%	-25,0%	-14,3%
Particuliers	20	-	16	16	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	441	453	428	425	- 3,6%	- 6,2%	- 0,7%
Sociétés non financières	13	34	32	30	-	-11,8%	- 6,3%
Entrepreneurs individuels	62	59	59	58	- 6,5%	- 1,7%	- 1,7%
Particuliers	366	360	338	337	- 7,9%	- 6,4%	- 0,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	3 127	2 882	2 819	2 841	- 9,1%	- 1,4%	0,8%
Sociétés non financières	283	169	189	264	- 6,7%	56,2%	39,7%
Entrepreneurs individuels	134	141	130	126	- 6,0%	-10,6%	- 3,1%
Particuliers	2 205	2 093	2 039	2 007	- 9,0%	- 4,1%	- 1,6%
Autres agents résidents	486	480	462	445	- 8,4%	- 7,3%	- 3,7%
Provisions non ventilées	101	105	100	100	- 1,0%	- 4,8%	-
Autres concours non ventilés	10	9	8	12	20,0%	33,3%	50,0%
TOTAL BRUT	3 244	2 995	2 931	2 971	- 8,4%	- 0,8%	1,4%

2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

2.3.1 LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VI)

La masse monétaire (M3) a progressé au cours du second trimestre 2007 (+ 6,3 %) à 5 026 millions de F CFP. En glissement annuel, elle augmente de + 8,8 %.

En variation trimestrielle, les dépôts à vue du Trésor public et les dépôts à terme enregistrent des hausses respectives de + 8,4 % et + 31,5 %. L'ensemble des autres composantes de la masse monétaire se détériore en rythme trimestriel. Toutefois, on constate qu'en variation annuelle, les composantes de M3 s'inscrivent en hausse, exceptés les dépôts à vue du Trésor public, du fait notamment de l'extinction progressive de l'activité bancaire aux particuliers par cet établissement.

TABLEAU VI
Composantes de la masse monétaire à Wallis et Futuna

COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007	variations en pourcentage		
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
M1							
Circulation fiduciaire	1 561	1 679	1 702	1 673	7,2%	- 0,4%	- 1,7%
- Billets	1 563	1 680	1 704	1 674	7,1%	- 0,4%	- 1,8%
- Pièces	- 2	- 1	- 2	- 1	-50,0%	-	-50,0%
Dépôts à vue	2 380	2 310	2 123	2 301	- 3,3%	- 0,4%	8,4%
- Banque(s)	1 704	1 872	1 792	1 711	0,4%	- 8,6%	- 4,5%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	676	438	331	590	-12,7%	34,7%	78,2%
Total M1	3 941	3 989	3 825	3 974	0,8%	- 0,4%	3,9%
M2 - M1	367	422	406	397	8,2%	- 5,9%	- 2,2%
Comptes sur livrets	367	422	406	397	8,2%	- 5,9%	- 2,2%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
Total M2	4 308	4 411	4 231	4 371	1,5%	- 0,9%	3,3%
M3 - M2	311	601	498	655	-	9,0%	31,5%
Dépôts à terme	311	601	498	655	-	9,0%	31,5%
- Banque(s)	311	601	498	655	-	9,0%	31,5%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Total M3	4 619	5 012	4 729	5 026	8,8%	0,3%	6,3%

2.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VII)

Les contreparties de la masse monétaire permettent de connaître les agents économiques à l'origine de la création monétaire. Au 30 juin 2007, les contreparties de la masse monétaire progressent de + 6,3 % sur les trois mois, et de + 8,8 % par rapport à la même période de l'année précédente.

La variation à la hausse de M3 s'explique essentiellement par la nette augmentation des créances sur le Trésor public de + 71,7 % et par la diminution des concours bancaires sur ressources monétaires de - 34,7 %.

La position extérieure nette du système bancaire local affiche une progression de + 1,7 % sur le trimestre et de + 27,8 % sur l'année. Cela résulte de l'augmentation des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits face à leurs engagements hors zone d'émission.

TABLEAU VII
Contreparties de la masse monétaire à Wallis et Futuna

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	30/06/2006	31/12/2006	31/03/2007	30/06/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Avoirs hors zone d'émission	4 075	5 174	5 058	4 923	20,8%	- 4,9%	- 2,7%
- Institut d'émission	2 229	2 752	2 809	2 642	18,5%	- 4,0%	- 5,9%
- Etablissements de crédit locaux (*)	1 846	2 422	2 249	2 281	23,6%	- 5,8%	1,4%
Créances sur le Trésor public	637	398	300	515	-19,2%	29,4%	71,7%
Concours sur ressources monétaires	- 93	- 560	- 629	- 411	-	-26,6%	-34,7%
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 393	1 263	1 269	1 361	- 2,3%	7,8%	7,2%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 486	1 822	1 898	1 773	19,3%	- 2,7%	- 6,6%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	566	577	579	582	2,8%	0,9%	0,5%
- Provisions sur créances douteuses	101	105	100	100	- 1,0%	- 4,8%	-
- Engagements hors zone d'émission (*)	246	236	239	236	- 4,1%	-	- 1,3%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	573	904	980	855	49,2%	- 5,4%	-12,8%
Total	4 619	5 012	4 729	5 027	8,8%	0,3%	6,3%
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	1 600	2 186	2 010	2 045	27,8%	- 6,5%	1,7%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII)

Le tableau emplois/ressources de l'établissement local met en évidence l'importance des dépôts collectés par rapport aux crédits accordés. On constate en effet que la valeur des dépôts collectés représente presque deux fois celle des crédits bruts accordés. En conséquence la position extérieure nette est largement excédentaire, affichant 2 045 millions de F CFP au 30 juin 2007.

L'évolution trimestrielle révèle, au niveau des emplois, une diminution de la part de la position extérieure nette des établissements de crédit passant de 60 % à 58 % au bénéfice des crédits bruts. La répartition des ressources, ce trimestre, reste relativement stable.

TABLEAU VIII
Evolution du financement des crédits bancaires

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2006					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 393	45%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 347	76%
Réserves obligatoires	91	3%	Financement sur ressources propres *	668	22%
Réserves libres	-	-	Excédent des op. diverses des EC	68	2%
(-) position extérieure nette des EC	1 599	52%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 083	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 083	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 269	38%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 644	78%
Réserves obligatoires	94	3%	Financement sur ressources propres *	678	20%
Réserves libres	ND	-	Excédent des op. diverses des EC	51	2%
(-) position extérieure nette des EC	2 010	60%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 373	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 373	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 361	39%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 707	77%
Réserves obligatoires	94	3%	Financement sur ressources propres *	681	19%
Réserves libres	-	0%	Excédent des op. diverses des EC	111	3%
(-) position extérieure nette des EC	2 045	58%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 499	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 499	100%

(*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

2.5 RAPPEL DES TAUX

2.5.1 LE TAUX D'INTERET LEGAL

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Par décret n° 2007-217 du 19 février 2007, le taux d'intérêt légal pour l'année 2007 a été fixé à 2,95 %.

En %	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'intérêt légal	8,4	5,82	6,65	3,87	3,36	3,47	2,74	4,26	4,26	3,29	2,27	2,05	2,11	2,95

2.5.2 LES TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM AU 30 JUIN 2007

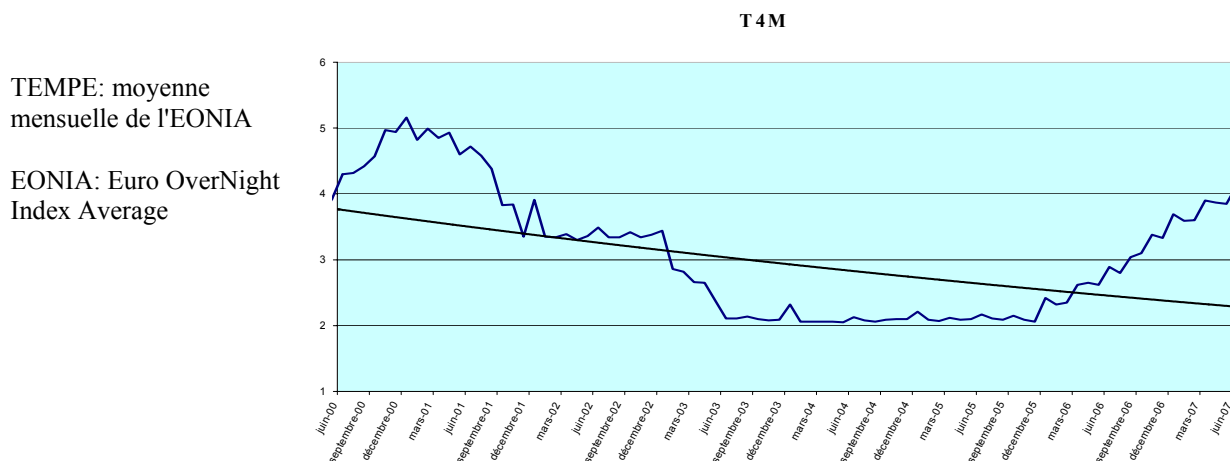
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	05/06/2007	1,75%	5,25%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/06/2007	2,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,35 % à 6,80 % (Taux SGFGAS depuis le 01/04/2007)
taux de la facilité de prêt marginal	13/06/2007	5,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/06/2007	5,00%	

2.5.3 LES TAUX DU MARCHE

Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60 % depuis le 15 octobre 2001. Le taux de base bancaire local s'établit à 8,9 % depuis le 2 mars 1996.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire et courbe de tendance



2.5.4 LES TAUX D'USURE

Prêts aux particuliers				
Seuils de l'usure	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.	2nd Trim.
	2006	2006	2007	2007
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	5,99%	6,16%	6,27%	6,41%
- Prêts à taux variable	5,57%	5,73%	6,24%	6,53%
- Prêts à taux relais	5,81%	6,03%	6,35%	6,48%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,36%	20,53%	20,33%	20,39%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	18,20%	18,81%	19,25%	19,85%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,48%	8,53%	8,72%	8,93%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.	2nd Trim.
	2006	2006	2007	2007
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,25%	10,49%	10,76%	10,92%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	0,0567	6,17%	0,0673	6,95%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	0,0631	6,51%	0,0684	7,09%
- Découverts en compte (2)	13,97%	14,00%	14,44%	14,48%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	0,0851	8,81%	0,0912	9,49%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.	2nd Trim.
	2006	2006	2007	2007
- Découverts en compte (3)	13,97%	14,00%	14,44%	14,48%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

3. LES MISSIONS DE L'IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

L'émission des signes monétaires : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP⁽¹⁾ (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1^{er} janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1 000 XPF = 8,38 EUR). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 F CFP.

Les opérations de compensation interbancaire : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1^{er} octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions⁽²⁾, de crédits à taux réduits.

Les services rendus à la communauté bancaire (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

3.1 L'EMISSION DES SIGNES MONETAIRES

Le montant des « billets et pièces » émis par l'IEOM à Wallis et Futuna au 30 juin 2007 s'établit à 1.804,2 millions de F CFP, en augmentation de + 1,1 % par rapport au trimestre précédent, encaisse des banques comprise. Le total des billets en circulation à fin juin 2007 est estimé à 1.805,3 millions de F CFP avec un retrait de circulation de pièces de 1.055 milliers de F CFP.

<i>en milliers de F CFP</i>	31-déc-06	31-mars-07	30-juin-07
Billets	1 783 746	1 786 715	1 805 273
Pièces	-1 020	-1 399	-1 055
Total	1 782 726	1 785 316	1 804 218

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

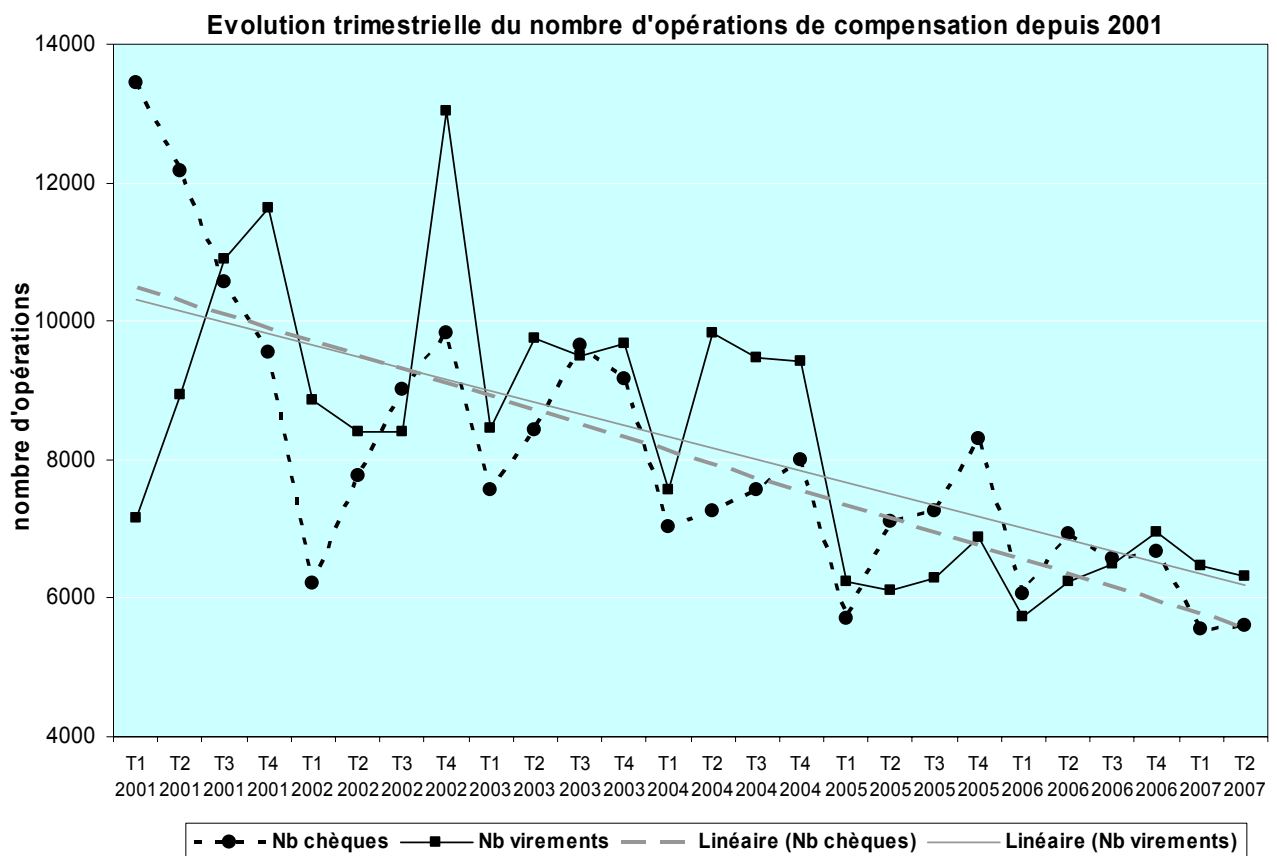
(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

3.2 LES OPERATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE

Le tableau ci-dessous présente le nombre de valeurs et les montants traités par les différents établissements représentés au second trimestre 2007. Sur ce trimestre, le nombre d'opérations a légèrement diminué par rapport au trimestre précédent (- 0,7 %) et s'établit à 11 931 opérations.

Périodes	2nd trimestre 2006	1er trimestre 2007	2nd trimestre 2007	Variation 2T07/2T06	Variation 2T07/1T07
Nb chèques	6 919	5 543	5 611	-18,9%	1,2%
Montant	687 041 205	726 100 927	706 704 567	2,9%	-2,7%
Nb Virements	6 228	6 477	6 320	1,5%	-2,4%
Montant	770 567 781	738 255 829	709 952 126	-7,9%	-3,8%
Total opérations	11 784	12 020	11 931	1,2%	-0,7%
Montant total	1 735 469 035	1 464 356 756	1 416 656 693	-18,4%	-3,3%

Les échanges interbancaires locaux, en nette perte de vitesse depuis 2001, se stabilisent ce trimestre autour 6 000 en moyenne de chèques échangés, contre plus de 10 000 en 2001, et de virements effectués sur la place.



Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :

M. Alain VIENNEY

Responsable de la rédaction :

M. Raymond COFFRE

Editeur:

IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05

Fax : 72 20 03

Mail : ieomwf@wallis.co.nc

Achévé d'imprimé le 8 octobre 2007